

JUSTEL - Législation consolidée

<http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2021/12/22/2021043580/justel>

Dossier numéro : 2021-12-22/07

Titre

22 DECEMBRE 2021. - Arrêté ministériel portant des mesures complémentaires temporaires de conservation pour l'année 2022 des réserves de poisson en mer

Situation : Intégration des modifications en vigueur publiées jusqu'au 29-06-2022 inclus.

Source : AUTORITE FLAMANDE

Publication : Moniteur belge du 31-12-2021 page : 126697

Entrée en vigueur : 01-01-2022

Table des matières

[TITRE 1er.](#) - Dispositions générales

[CHAPITRE 1er.](#) - Définitions

Art. 1

[CHAPITRE 2.](#) - Dispositions générales et interdictions de pêche

Art. 2-9

[CHAPITRE 3.](#) - Limitation d'activités

[Division 1er.](#) . - Effort de pêche

Art. 10

[Division 2.](#) - Jours de mer communautaires dans la zone de reconstitution de la sole, notamment la zone-CIEM VIIe

Art. 11

[Division 3.](#) - Jours de navigation

Art. 12-13

[TITRE 2.](#) - Système de gestion collectif

[CHAPITRE 1er.](#) - Attribution de possibilités de captures selon la puissance motrice

[Division 1er.](#) - Sole Mer du Nord - zones-CIEM II, IV

Art. 14

[Division 2.](#) - Plie Mer du Nord - Zones-CIEM II, IV

Art. 15

[Division 3.](#) - Sole Canal de Bristol et Mer Celtique - zones-CIEM VIIIf, g

Art. 16

[Division 4.](#) - Cabillaud eaux occidentales - zones-CIEM VIIb-c, VIIe-k, VIII

Art. 17

[Division 5.](#) - Cabillaud Manche est - zone-CIEM VIId

Art. 18

[Division 6.](#) - Sole Golfe de Gascogne - zone-CIEM VIIla, b

Art. 19

[CHAPITRE 2.](#) - Allocation des possibilités de capture par voyage en mer

[Division 1.](#) - Sole - zone-CIEM VIIa, VIId, VIIe

Art. 20

[Division 2.](#) - Sole sud-ouest d'Irlande - zones-CIEM VIIh, j, k

Art. 21

[Division 3.](#) - Plie

Art. 22

[Division 4.](#) - Cabillaud

Art. 23

[Division 5.](#) - Raie

Art. 24

[Division 6.](#) - Autres espèces de poissons

Art. 25

[CHAPITRE 3.](#) - Echange de jours

Art. 26

[TITRE 3.](#) - Police des pêches

Art. 27-28

[TITRE 4.](#) - Dispositions finales

Art. 29

Texte

[TITRE 1er.](#) - Dispositions générales

[CHAPITRE 1er.](#) - Définitions

Article [1er.](#) Dans le présent arrêté, on entend sous:

1° l'entité compétente : le Département de l'Agriculture et de la Pêche du Ministère flamand de l'Agriculture et de la Pêche, visé dans l'article 26, § 1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 juin 2005 concernant l'organisation de l'administration flamande;

2° de minimis : des quantités d'espèces qui relèvent à l'obligation d'embarquement et qui peuvent être rejetées à concurrence d'une quantité maximale exprimée en pourcentages des captures totales par la flotte nationale de

cette espèce et dans la zone concernée ;

3° journal de bord électronique: le journal électronique non-papier pour l'enregistrement des données du journal de pêche et des données de la déclaration de débarquement ;

4° engins réglementés: BT1 chalut à perche avec un maillage de plus de 120 mm ; BT2 chalut à perche avec un maillage de 80-119 mm ; TR1 trawl pêche aux panneaux (OTB) et la senne écossaise (SSC) avec un maillage de plus de 100 mm ; TR2 trawl (OTB et SSC) avec un maillage de 80-99 mm ; TR3 trawl (OTB) avec un maillage de 20-55 mm; GNS (filet fixe) tous les filets maillants; GTR tous les trémails.

5° PSF : Petit Segment de Flotte comme visé à l'article 1er, 7° de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 2005 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques ;

6° GSF : Grand Segment de Flotte comme visé à l'article 1er, 6° de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 décembre 2005 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques ;

7° zone-CIEM : description de zones et secteurs, mentionnée dans l'annexe III au Règlement (CE) n° 218/2009 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 relatif à la communication de statistiques sur les captures nominales des Etats membres se livrant à la pêche dans l'Atlantique du Nord-Est ;

8° puissance motrice : la puissance comme définie dans la liste officielle des navires de pêche belges 2020, le cas échéant, majorée par la puissance additionnelle mentionnée à licence de pêche ;

9° plan de rejet Mer du Nord : plan de rejet comme mentionné par le Règlement délégué (UE) 2020/2014 de la Commission précisant les modalités de la mise en oeuvre de l'obligation de débarquement pour certaines pêcheries démersales et certaines petites pêcheries pélagiques et des pêcheries industrielles dans la Mer du Nord pour la période 2021-2023 ;

10° plan de rejet eaux occidentales : plan de rejet comme établi par le Règlement délégué (UE) 2020/2015 de la Commission précisant les modalités de la mise en oeuvre de l'obligation de débarquement dans certaines pêcheries démersales des eaux occidentales pour la période 2021-2023 ;

11° jour de navigation: la présence ininterrompue en mer d'une durée minimale de quatre heures. La sortie en mer d'un navire pendant une durée d'au maximum 24 heures est considérée comme un jour de navigation. La sortie en mer d'un navire de plus de 24 heures ou un multiple de 24 heures constitue chaque fois un nouveau jour de navigation; un jour de navigation s'applique seulement à la sortie de pêche ;

12° autorisation de pêche : le document de pêche visé à l'article 7 du règlement (CE) n° 1224/2009 du conseil du 20 novembre 2009 instituant un régime communautaire de contrôle afin d'assurer le respect des règles de la politique commune de la pêche, modifiant les règlements (CE) n° 847/96, (CE) n° 2371/2002, (CE) n° 811/2004, (CE) n° 768/2005, (CE) n° 2115/2005, (CE) n° 2166/2005, (CE) n° 388/2006, (CE) n° 509/2007, (CE) n° 676/2007, (CE) n° 1098/2007, (CE) n° 1300/2008, (CE) n° 1342/2008 et abrogeant les règlements (CEE) n° 2847/93, (CE) n° 1627/94 et (CE) n° 1966/2006 ;

13° navire de pêche : chaque navire équipé pour l'exploitation commerciale de ressources halieutiques et reprise dans la liste officielle des navires de pêche belges 2022;

14° jour de mer : une période ininterrompue de présence sur mer d'au maximum 24 heures ;

15° jour de mer communautaire: une période ininterrompue de 24 heures comme enregistrée dans le journal de bord électronique pendant laquelle un navire est absent du port et présent dans une certaine zone-CIEM ou pendant une partie de cette période ;

16° effort de pêche : le produit de la capacité et l'activité d'un navire de pêche. Pour un groupe de navires, il s'agit de la somme des efforts de pêche de chaque navire faisant partie du groupe ;

17° pêche dans les passes: pêche sur l'Escaut en amont jusqu'à une ligne imaginaire entre le point le plus à l'ouest de l'île de Walcheren et l'intersection à la ligne de base de la frontière belgo-néerlandaise ;

18° pêche en boeuf: pêche dans laquelle deux navires tirent le filet ensemble et le maintiennent ouvert en restant à une certaine distance l'un de l'autre ;

19° chalut sélectif : filet comme défini dans l'article 1er de l'arrêté ministériel du 8 juillet 2002 établissant les modalités pour l'utilisation de chaluts sélectifs pour la pêche à la crevette, dont l'utilisation est obligatoire pour la pêche à la crevette ;

20° panneau flamand : le panneau comme défini entre autre dans l'article 2.2 du Règlement délégué (UE) 2020/2014 de la Commission du 21 août 2020 précisant les modalités de la mise en oeuvre de l'obligation de débarquement pour certaines pêcheries démersales et certaines petites pêcheries pélagiques et des pêcheries industrielles dans la Mer du Nord pour la période 2021-2023 ;

21° Estuaire de l'Escaut : la partie de l'Escaut où l'effet de la marée se fait sentir. Il concerne l'Escaut maritime, l'Escaut occidental, ainsi que toute la zone de l'estuaire de l'Escaut ;

22° zone norvégienne : Zone économique exclusive norvégienne au sud de 62° N ;

23° plafond quotidien : une quantité maximale qui peut être pêchée par jour de mer, comme fixé dans le présent arrêté.

CHAPITRE 2. - Dispositions générales et interdictions de pêche

Art. 2. La quantité de poisson des espèces qui sont soumis à des restrictions de captures supplémentaires et qui sont attribuées à un navire de pêche, ne sont pas transmissibles à un autre navire de pêche.

La quantité de poisson par espèce exprimée en kg est le poids de produit en kg après la pesée et le triage des captures.

Les quantités maximales de poisson d'espèce de prises accessoires visée à l'article 25, concernent des quantités maximales attribuées valorisables, dont la valeur des dépassements est retenue.

[Art. 3.](#) Le secrétaire général de l'entité compétente dispose d'une délégation décisionnelle et pour notifier la constatation factuelle de la réalisation déterminée par la Commission européenne :

- 1° du quota de captures pour certaines espèces de poisson dans certaines zones-CIEM ;
- 2° le niveau d'efforts de pêche pour certains groupes d'efforts pour des engins de pêche dans certaines zones-CIEM.

La conséquence de la constatation, visée au premier alinéa, est la fermeture de la zone-CIEM, respectivement pour :

- 1° des activités de capture des espèces de poisson concernés, ce qui implique une interdiction de pêche pour toutes les navires de pêche de ces espèces de poissons dans les eaux des zones-CIEM concernées, ainsi que la détention à bord, le transbordement et le débarquement des espèces de poisson qui ont été capturés dans ces eaux ;
- 2° des activités de capture par des navires de pêche avec des engins de pêche en question, ce qui implique pour les navires de pêche en question une interdiction de pêche dans les eaux des zones-CIEM concernées, ainsi que la détention à bord, le transbordement et le débarquement de produits de pêche qui ont été capturés dans ces eaux.

[Art. 4.](#) Aux navires de pêche de la flotte de pêche de l'Escaut qui ne peuvent pratiquer la pêche que dans les passes, il n'est pas attribué des quantités des espèces pour lesquels des limitations complémentaires de capture ont été fixés au niveau national dans les zones-CIEM II et IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut). Il est interdit aux autres navires de pêche, à l'exception des navires de pêches de la flotte de pêche de l'Escaut qui sont autorisés de pêcher dans l'Estuaire de l'Escaut, de pêcher dans les passes de l'Escaut occidental (Westerschelde).

[Art. 5.](#) Dans la période du 1er janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 inclus, il est interdit de :

- 1° pêcher dans la zone-CIEM IIIa, notamment le Skagarak ;
- 2° pêcher dans la zone-CIEM VIa, notamment ouest de l'Ecosse ;
- 3° pêcher le hareng dans les zones-CIEM I, II ;
- 4° pêcher avec un navire de pêche du PSF dans les zones-CIEM VIIh, j, et k. Cette interdiction vaut également pour un navire de pêche du GSF dans la période du 1er janvier au [1 30 avril 2022]1 inclus, à l'exception de navires participant à des sorties de mer scientifiques visant le sol;
- 5° pratiquer la pêche en boeuf au cabillaud ;
- 6° être équipé ou pêcher avec un engin TR3 qui n'est pas prévu de façon permanente d'un chalut sélectif;
- 7° pêcher aux filets fixes dirigée sur le bar avec un maillage inférieur à 120 mm ;
- 8° pratiquer la pêche ciblée de plies aux filets fixes ;
- 9° être équipé ou pêcher avec des chaluts à perche des segments BT1 et BT2 sans que l'arrière, à savoir les trois derniers mètres du chalut devant le cul de chalut, n'est pas équipée du panneau flamand;
- 10° pour des navires du PSF, effectuer des temps de remorquage de plus de 90 minutes ;
- 11° être équipé ou pêcher avec des chaluts à perche du segment BT2, dont la ralingue inférieure n'est pas munie d'un cordage anti-pierres, le soi-disant flip up rope, ou dont le chalut à perche n'est pas muni en bas ou devant le panneau flamand, d'un panneau benthonique sous la forme d'un panneau avec des mailles carrées d'un maillage de 170 mm et une longueur et largeur d'au moins 1,8 m ;
- 12° pêcher, détenir à bord ou débarquer d'autres espèces de raie, et d'utiliser d'autres codes Alfa 3 que: raie SRX, raie lisse RJH, raie bouclée RJC et raie douce RJM.

D'autres espèces de raie capturés ne sont pas blessés et sont remis à la mer immédiatement. Les pêcheurs sont encouragés à utiliser des techniques et des équipements facilitant la remise à la mer rapide et sûre, conformément à la législation européenne ;

Pendant les mois de janvier, novembre et décembre 2022, il est interdit de pêcher des anguilles d'une taille supérieure à 12 cm, dans toutes les zones-CIEM.

(1)<AM 2022-03-23/04, art. 1, 002; En vigueur : 01-04-2022>

[Art. 6.](#) En exécution des plans pluriannuels, les espèces qui sont soumis à des mesures spécifiques de contrôle, sont débarqués aux ports d'Oostende et Zeebrugge.

[Art. 7.](#) § 1er. Les suivantes tailles minimales de référence de conservation s'appliquent à partir du 1er janvier 2022:

- 1° pour turbots: 32 cm de longueur;
- 2° pour barbués: 32 cm de longueur;
- 3° pour soles limandes: 25 cm de longueur;
- 4° pour flets: 25 cm de longueur;
- 5° pour mulets: 20 cm de longueur;
- 6° pour raies: 50 cm de longueur;
- 7° pour tacauds: 20 cm de longueur;
- 8° pour baudroies entiers: 500 g de poids;
- 9° pour baudroies étêtés : 200 g de poids;
- 10° pour soles: 25 cm de longueur;
- 11° pour limandes: 23 cm de longueur.

La commercialisation pour la consommation humaine directe des espèces visées au premier alinéa est interdite, si elles n'ont pas la taille minimale de référence de conservation imposée par la réglementation européenne et par le premier alinéa.

La détention à bord et le débarquement dans des ports de l'Union européenne d'espèces, dans une forme de présentation qui empêche tout contrôle des tailles minimales de référence de conservation reprises dans la législation flamande ou européenne, est interdite.

Dans les criées belges, le triage national de soles, connu comme sole 8 (ayant un poids de produit inférieur à 120 g), et le triage national de queues de baudroies, connu comme queue de baudroies 6 (ayant un poids de produit inférieur à 200 g), ne peuvent pas être commercialisés. Les quantités des captures qui relèvent à ce triage, ne peuvent pas être vendues pour la consommation humaine et doivent être dénaturées par la criée, avant le début de la criée ou à la demande explicite des superviseurs de l'autorité compétente.

Le réglage le plus bas des appareils de classification automatique utilisés dans les criées, est fixé respectivement à 120 g pour soles et 200 g pour baudroies étêtés.

Par dérogation au premier alinéa, point 10, la taille de débarquement de 25 cm pour soles ne s'applique pas pour des navires de pêche ayant une puissance motrice égale ou inférieure à 221 kW et un tonnage brute inférieur ou égal à 70 GT et pour des voyages en mer, effectué entièrement dans la zone-CIEM IVc.

§ 2. Pour les espèces pour lesquelles des facteurs de conversion n'ont pas été définis, les facteurs de conversion suivants seront utilisés pour calculer le poids vif à partir du poids transformé :

- 1° facteur 1,18 pour poissons ronds éviscérés;
- 2° facteur 1,05 pour poissons plats éviscérés ;
- 3° facteur 3 pour produits de pêche étêtés ;
- 4° facteur 4 pour des pinces de crabes.

Art. 8. Pour la pêche de sole dans les zones-CIEM II et IV, VIIa, VIId, VIIe, VIIf, g, VIIh, j, k et VIIIa, b, les conditions des minimis définies respectivement dans le plan de rejets pour la Mer du Nord et le plan de rejets des eaux occidentales sont appliqués.

Pour la pêche de plie au chalut à perche BT2 (80-119 mm) dans les zones-CIEM II et IV, VIIa-g, les conditions de survie définies dans le plan de rejets pour la Mer du Nord et eaux occidentales s'appliquent.

Pour la pêche de turbot au chalut à perche avec un maillage dans le cul de chalut égal ou supérieur à 80 mm dans les zones-CIEM II et IV (TBB) les conditions de survie définies dans le plan de rejets pour la Mer du Nord peuvent être appliquées.

Pour la pêche de merlan avec des engins TR2 dans la zone-CIEM IV en et la pêche de langoustines dans la zone-CIEM II et IV, les conditions des minimis définies dans le plan de rejets pour la Mer du Nord peuvent être appliquées.

Pour la pêche d'églefin dans les zones-CIEM VIIe-k, les conditions des minimis définies dans le plan de rejets pour les eaux occidentales peuvent être appliquées.

Pour la pêche de merlan dans les zones-CIEM II, IV, et VIIb-k, les conditions des minimis définies dans les plans de rejets pour la Mer du Nord et les eaux occidentales peuvent être appliquées.

Pour la pêche de maquereau et chinchard dans les zones-CIEM II, IV, VIIb-k, et VIIIa, b, les conditions des minimis définies respectivement dans les plans de rejets pour la Mer du Nord et les eaux occidentales peuvent être appliquées.

Pour la pêche de sardine, plie, baudroie, merlan et lieue jaune dans les zones-CIEM VIIIa, b, les conditions des minimis définies dans les plans de rejets pour les eaux occidentales peuvent être appliquées.

Les quantités rejetées doivent être rapportées dans le journal de bord électronique.

Si une valeur seuil visée à l'article 14, 16, 20 ou 25 § 9 risque d'être dépassée pendant un voyage en mer, les activités de pêche seront suspendues immédiatement et les activités seront déplacées par au moins 10 milles nautiques. Pour les pêcheries effectuées avec des navires ayant un tonnage brute inférieure à 70 BT, les activités seront déplacées par au moins 3 milles nautiques.

Art. 9. Il est interdit aux pêcheurs à la ligne, qui pêchent à partir de navires ne disposant pas de licence de pêche, de détenir à bord, de transborder et de débarquer au total plus de 15 kg de cabillaud par personne embarquée et par voyage en mer. Le poisson est embarqué en état intact et peut être éviscéré.

CHAPITRE 3. - Limitation d'activités

Division 1er. . - Effort de pêche

Art. 10. Un effort de pêche peut être attribué à des groupes d'effort par attribution de jours de mer. Un effort de pêche peut être attribué aux groupes d'effort suivants pour les zones-CIEM IV et VIId: les segments TR1, TR2, TR3, BT1, BT2, GN1 et GT1.

A chaque dépassement des limites des zones-CIEM, les capitaines des navires de pêche inscrivent dans leur journal de bord électronique, le jour, le moment et la position du dépassement.

L'enregistrement des heures de pêche dans le journal de bord électronique est obligatoire.

Division 2. - Jours de mer communautaires dans la zone de reconstitution de la sole, notamment la zone-CIEM VIIe

Art. 11. § 1er. Le système de limitation du nombre de jours en mer dans la zone-CIEM VIIe, institué